



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion sociale

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD

Politique de la ville et cohésion sociale - Logement d'abord - Convention d'objectif biennale entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant financier 2020 - Autorisation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental Logement d'abord a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée à la suite de la réponse de la collectivité à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Ministère de la cohésion des territoires.

Dans ce cadre, une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités de travail sous forme d'axes, et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées. Des engagements réciproques ont été définis permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et une meilleure articulation entre leurs interventions, au regard de leurs champs de compétences respectifs.

L'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs qu'il s'agit d'approuver vise à préciser les modalités de financement des actions proposées pour la 3^{ème} année de mise en œuvre du plan Logement d'abord, tel que prévu à l'article 2.2.1 de la convention précitée.

Au titre de l'année 2020, l'Etat alloue à Montpellier Méditerranée Métropole une enveloppe globale de 260 000 euros, qui sera affectée notamment à la réalisation d'une action de prévention des expulsions sur saisine des bailleurs, au financement d'un poste de prospecteur de logements dans le parc privé au bénéfice des ressortissants du logement d'abord, à la réalisation d'actions d'insertion professionnelle des publics concernés, au financement d'un poste de médecin à mi-temps, ainsi qu'au financement d'une prestation d'évaluation de la démarche engagée depuis 2018.

Au titre de l'année 2020, en sus des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage sur ses fonds propres un budget à hauteur de 106 500 euros, pour l'action de connaissance des publics du Logement d'abord, la réalisation d'actions d'insertion professionnelle des publics, le soutien à la Plateforme d'Accès aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH) initiée par la Fondation Abbé Pierre, le soutien à l'association La Bulle - Douche Nomade pour son dispositif solidaire d'accès à l'hygiène, la formation des intervenants au Logement d'abord, et le financement du poste de chef de projet Logement d'abord.

S'ajoutent 250 000 € mobilisés par la Métropole sur les crédits du FSL pour les actions qui relèvent de ses attributions : accompagnement social et gestion de logements d'insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2020,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions et les appels à projets afférents ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138831-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant DDCS MMM 2020 valide etat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.